État de la recherche en bibliothéconomie et sciences de l'information au Royaume-Uni

Le grand bond en arrière

Cet article est rédigé à un moment critique de l'histoire de la recherche en bibliothéconomie et sciences de l'information (ci-après dénommées BSI) au Royaume-Uni. Après la stabilité des financements assurés pendant vingt-cinq ans par le BLRDD (British Library Research and Development Department), le département Recherche et Développement de la British Library, les chercheurs qui travaillent dans ce domaine s'interrogent sur leur avenir depuis que le financement des recherches a été transféré, d'abord à la Commission des bibliothèques et des centres de documentation, la LIC (Library and Information Commission), puis à l'organisme qui lui a succédé, Re:source, le Conseil des musées, des archives et des bibliothèques.

Mel Collier

Université de Northumbria (UK)
Bibliothécaire désigné de
l'université de Tilburg (Pays-Bas)
mel.collier@britishlibrary.net

* L'auteur tient à remercier Nigel Macartney, Bob McKee et Peter Brophy pour leurs remarques sur cet article, et précise qu'il porte seul la responsabilité des éventuelles erreurs ou omissions. Les vues qu'il y exprime sont les siennes et il les expose en son nom propre, sans nécessairement se recommander d'une organisation ou d'une institution quelconque.
** Traduit de l'anglais par Oristelle Bonis.

En effet, alors que la LIC avait opté pour une politique de recherche équivalente, dans ses grandes lignes, à celle du BLRDD, Re:source a défini une approche bien différente, où la politique de la recherche se voit attribuer la fonction d'auxiliaire des stratégies de développement. Re:source étant directement rattaché au gouvernement, il suivra forcément les priorités établies à la faveur des changements politiques au lieu de s'intéresser vraiment à la recherche en soi. Certes, le travail entamé se poursuivra en partie ; d'une part, en effet, les besoins d'information du gouvernement recouperont ceux du secteur BSI ; d'autre part, il est possible de déposer un recours devant l'AHRB (Arts and Humanities Research Board), le bureau de recherche en sciences humaines et sociales qui décide du financement

des recherches sur le secteur BSI dans les universités. En revanche, ces deux ressorts ne joueront pas pour quantité d'études de grande valeur auparavant subventionnées par le BLRDD. En l'absence de plus amples informations, il est à craindre que les budgets de recherche jusqu'alors accordés pour assurer la capacité à innover de la branche BSI, son développement transsectoriel et l'évolution des métiers qu'elle recouvre soient affectés à d'autres objectifs.

**Le Centre de recherche
et d'innovation
de la British Library**

Un quart de siècle durant, le BLRDD est resté le principal décideur de l'orientation et du financement de

Mel Collier, professeur de gestion des ressources électroniques à l'université de Northumbria, occupera également, à partir de juillet 2001, un poste de bibliothécaire à l'université de Tilburg (Pays-Bas). Il a été auparavant directeur du Strategic Planning, Information Services Group chez Dawson Holdings et responsable de la Division of Learning Development à l'université De Montfort à Leicester. Il a écrit de très nombreux articles, notamment sur les bibliothèques électroniques.

la recherche en bibliothéconomie et sciences de l'information, y compris après que cet organisme eut changé d'appellation dans les années quatre-vingt-dix pour devenir le Centre de recherche et d'innovation de la British Library, plus souvent désigné par l'acronyme BLRIC (British Library Research and Innovation Centre). L'excellent livre de Jack Meadows dont sont tirées les données factuelles fournies ci-après est l'ouvrage le plus complet sur la quasi-totalité de cette période¹. Publié en 1994, ce livre annonçait la fin du BLRDD. La suite a démontré que cette déclaration de décès n'exagérait que par anticipation, puisque l'institution fut effectivement dissoute cinq ans plus tard, en 1999, année où la LIC hérita de son budget et de ses responsabilités.

On ne s'étonnera pas d'apprendre que les programmes et les priorités définis par le BLRDD ont considérablement varié au fil des ans.

Il est intéressant de noter que les subventions accordées aux départements universitaires de bibliothéconomie et de sciences de l'information de 1975 à 1988 (cf. encadré) représentent 24 à 30 % du total des crédits affectés, le reste ayant sans doute été pour l'essentiel distribué aux professionnels du secteur BSI. Ainsi que nous le verrons plus tard, il s'agit là d'une caractéristique importante de la recherche poursuivie dans ce domaine au Royaume-Uni. Le BLRDD ayant par la suite opté pour une définition plus thématique de ses pro-

grammes et de ses priorités, les recherches subventionnées de 1993 à 1998 ont été réparties entre quelques grandes rubriques, à savoir² :

- Importance croissante de la technologie informatique, de ses applications et de ses conséquences dans les bibliothèques et les services documentaires ;
- Rôle de l'information dans la société, avec une attention particulière accordée aux besoins d'information des différentes communautés, ainsi qu'aux moyens dont elles disposent pour se procurer l'information et en faire usage ;
- Innovation dans la fourniture et la gestion des services documentaires ;
- Politique et économie de l'information.

Le dernier programme de recherche (1999-2000) défini sous l'égide du BLRIC et confié pour exécution à la LIC s'articulait autour des thèmes suivants :

- Bibliothèques numériques
- Recherche documentaire
- Coopération entre bibliothèques
- Gestion des bibliothèques et des services documentaires
- Conservation et mise à disposition des collections patrimoniales
- Fournisseurs et utilisateurs d'information
- Bibliothèques publiques
- Valeur et impact.

Si, d'un simple point de vue terminologique, ces programmes sont progressivement passés de la définition de sujets précis à celle de thématiques plus générales, on est frappé de constater, à côté des transformations radicales essentiellement imputables à l'essor de la technologie, que l'attention portée au secteur BSI sous son double aspect de discipline scientifique et de domaine d'activité professionnelle ne s'est jamais démentie. Le passage à une définition plus thématique trahit certes la nature stratégique de l'approche qui s'est peu à peu imposée, en restant toutefois suffisamment imaginative et souple

Liste des sujets qui ont bénéficié de subventions de recherche entre 1975 et 1988 *

- Enseignement professionnel
- Bibliothèques en général
- Bibliothèques publiques
- Bibliothèques pour enfants et bibliothèques scolaires
- Organisation et administration
- Procédés et services techniques
- Informatique
- Lecture
- Bibliographie
- Librairie
- Microformes
- Écoles de bibliothéconomie
- Bibliothèques nationales
- Bibliothèques universitaires (études sur le public ; services à l'intention des lecteurs ; constitution des fonds documentaires et recherche documentaire)
- Télécommunications
- Écriture
- Édition
- Documents audiovisuels
- Autres

* J. Meadows, *op. cit.*, p. 153.

pour préserver l'équilibre entre stratégie et politique, entre la recherche de terrain poursuivie dans les bibliothèques et les centres de documentation et la recherche universitaire par définition plus théorique.

Plus important peut-être encore, le BLRDD a assuré le développement d'une communauté de personnes formées à ce type de recherches sur tout le territoire du Royaume-Uni. Ainsi qu'on l'a vu plus haut, des chercheurs, mais aussi des bibliothécaires et des documentalistes, ont été incités à effectuer ce travail. Cette orientation, qui vit le jour à l'époque où la bibliothéconomie et les sciences de l'information ne formaient pas encore une discipline à part entière, conduit aujourd'hui à admettre qu'à l'instar de la recherche universitaire, la pratique professionnelle a besoin d'un substrat théorique, qu'elle doit s'appuyer sur des faits vérifiés et procéder selon une approche réfléchie.

Jack Meadows a observé qu'il n'existe pas au monde de structure qui soit tout à fait comparable au

1. Jack Meadows, *Innovation and Information, Twenty Years of the British Library Research and Development Department*, East Grinstead, Bowker Saur, 1994.

2. *Ibid.*, p. 47.

BLRDD³. Aucune des institutions qui travaillent en direction des bibliothèques et des sciences de l'information n'a associé la pratique et la théorie de façon plus efficace, et n'a autant contribué à définir un champ disciplinaire. Les progrès réalisés grâce aux recherches financées par le BLRDD ont fait l'envie des bibliothécaires, des documentalistes et des spécialistes de l'information du monde entier. Bien qu'ils n'aient pas ménagé leurs critiques au BLRDD, les professionnels qui travaillent dans ce secteur au Royaume-Uni n'hésitaient pas non plus à vanter son travail, et ceux qui (comme l'auteur de ces lignes) ont approuvé le transfert du financement de la recherche à la Commission des bibliothèques et des centres de documentation, se rendent maintenant compte du côté dérisoire de leurs inquiétudes d'alors.

La Commission des bibliothèques et des centres de documentation

La LIC n'aura vécu que cinq ans, de 1995 à 2000, mais sa courte existence fut aussi palpitante que mémorable. Sous la direction inspirée de Matthew Evans et à la faveur du propice changement de gouvernement survenu en 1997, les bibliothèques bénéficièrent soudain de l'attention soutenue des pouvoirs publics. La rapide définition d'une vision prospective efficace imaginée par un groupe de réflexion de la commission autour des désormais célèbres « trois C » (connectivité, contenu, compétences) a également joué un rôle important.

C'est à la LIC que l'on doit la conception du « People's Network »⁴, et la présentation convaincante qui en a été faite au gouvernement⁵. Cela

se traduit aujourd'hui dans les faits par la mise en réseau de l'ensemble des bibliothèques publiques du Royaume-Uni, soit plus de 4000 établissements.

Aucune des institutions
qui travaillent en direction
des bibliothèques et des
sciences de l'information
n'a associé la pratique
et la théorie de façon
plus efficace, et n'a autant
contribué à définir
un champ disciplinaire
que le BLRDD

Cette initiative est aussi directement liée au grand programme de formation engagé pour assurer la mise à niveau du personnel de ces bibliothèques dans les technologies de l'information et de la communication. Il apparut très vite, en effet, que ces bibliothécaires étaient loin d'avoir en la matière les compétences de leurs collègues recrutés dans les bibliothèques et les départements de sciences de l'information de l'enseignement supérieur, ou des professionnels du secteur privé. Peu après le lancement du « People's Network », d'autres financements exceptionnels furent consentis par le NOF (New Opportunities Fund), qui réserva une partie de la manne de la Loterie nationale à la mise en œuvre de programmes de numérisation des collections⁶.

En sus de cette tâche essentielle qui consiste à valoriser substantiellement le secteur des bibliothèques et des sciences de l'information, la LIC s'est également vu confier une mis-

sion de premier plan eu égard à la recherche définie selon les critères qu'elle avait elle-même choisis. Quand, en 1995, le gouvernement créa la Commission des bibliothèques et des centres de documentation, ce fut dans l'objectif avoué de se doter d'un organe chargé pour la première fois de déterminer la politique de la recherche en bibliothéconomie et sciences de l'information. Ce travail fut mené à bien par la sous-commission à la recherche de la LIC, appointée en 1996, que l'auteur du présent article eut l'honneur de présider. Parallèlement à maintes autres activités, dont la moindre n'était pas de commanditer les recherches sur lesquelles devait s'appuyer la politique de la LIC, cette sous-commission s'employa pendant près de deux ans à multiplier les consultations et à recenser les travaux existants, afin de réunir suffisamment de témoignages et d'avis concluants sur lesquels se fonder pour élaborer sa stratégie. Le fruit de ce travail fut publié en 1998⁷. La stratégie qu'il préconisait visait à :

- déterminer les conditions à même d'améliorer l'efficacité, l'impact et la rentabilité de l'activité de recherche ;
- fixer sur le plan national le calendrier des recherches à entreprendre ;
- prévoir des passerelles transsectorielles et promouvoir la coopération entre établissements ;
- faciliter la diffusion des connaissances existantes en encourageant l'activité de recherche dans les disciplines concernées ;
- faire en sorte que la recherche produise des résultats exploitables dans la pratique professionnelle et la prise de décision politique sans répétition inutile des efforts ;
- stimuler la production d'idées novatrices dans les nombreux domaines d'application où les bibliothèques et les services de documentation contribuent à l'épanouissement de la société.

3. *Ibid.*, p. 157.

4. « New Library : the People's Network », *Library and Information Commission*, 1997.

5. « Building the New Library Network : a report to government », *Library and Information Commission*, 1998.

6. <http://www.nof.org.uk/tempdigit/index.html>

7. « Prospects : a strategy for action : library and information research, development and innovation in the United Kingdom », *Library and Information Commission*, 1998.

ÉTAT DE LA RECHERCHE EN BIBLIOTHÉCONOMIE AU ROYAUME-UNI

Les grandes lignes ainsi définies servirent à fixer le cadre des futurs programmes de recherche fondés sur la triade visionnaire des « trois C », distingués en trois grandes thématiques – connectivité et accès ; contenu et ressources ; compétences et qualifications –, et organisés selon deux axes thématiques horizontaux : valeur et impact des bibliothèques et des sciences de l'information ; économie des bibliothèques et des sciences de l'information.

Ce rapport était sous presse lorsqu'on apprit qu'en 1999 le financement de la recherche passerait du BLRIC (qui avait succédé au BLRDD) à la LIC. Le transfert des personnels et des responsabilités du BLRIC à la LIC s'accompagna d'une certaine fébrilité, car tout devait être terminé à temps pour que le prochain programme de financement démarre comme prévu en avril de la même année.

En dépit des difficultés d'organisation prévisibles, grâce surtout à la conscience professionnelle de l'ensemble des personnels, l'appel d'offres pour les recherches devant être financées au cours de l'année 1999-2000 respectait les grandes lignes de la nouvelle stratégie. Les responsables convinrent que, lors de la période de transition, la LIC se chargerait de mener à bien le programme défini par le BLRIC⁸, en l'ajustant progressivement à la stratégie exposée dans son plan de recherche pour les années 1999-2002⁹. La liste des quelque 89 rapports de recherche disponible sur le site web de la LIC¹⁰ donne une idée précise des projets de recherche aboutis dans les derniers mois d'existence du BLRIC, à l'époque où il passa le flambeau à la LIC.

On découvrit alors que la LIC allait fusionner avec la Commission des musées et des galeries d'art pour for-

mer un nouvel organisme intitulé « Re:source », le Conseil des musées, des archives et des bibliothèques. La nouvelle suscita bien des réserves, émises par ceux qui craignaient que cette association se traduise par la dilution des objectifs propres à chacune des trois entités ; d'autres, au contraire, s'en réjouirent, en avançant que l'équilibre raisonnable à trouver entre les domaines d'activité respectifs des musées, des bibliothèques et des archives se traduirait par une

Au lieu de préparer
la fusion en poursuivant
le travail en cours,
il fut décidé
de surseoir à la plupart
des recherches conformes
à la stratégie adoptée
pour les bibliothèques
et les sciences
de l'information

convergence d'intérêts qui leur profiterait à tous. L'auteur de cet article comptait au nombre des optimistes, comme en atteste sa communication présentée à un colloque organisé en juin 1999¹¹.

En ce qui concerne la recherche en bibliothéconomie et sciences de l'information, l'optimisme n'était pourtant pas de mise. Au lieu de préparer méthodiquement la fusion en poursuivant le travail en cours, il fut brutalement décidé de surseoir à la plupart des recherches conformes à la stratégie adoptée pour les bibliothèques et les sciences de l'information, alors que cette stratégie venait de recevoir l'aval de quatre ministres d'État des pays composant

le Royaume-Uni. Les fonds budgétaires encore disponibles pour cette année-là furent gelés, et le programme arrêté avant d'avoir pu produire un quelconque résultat.

Selon l'argument avancé, il revenait au conseil d'administration du nouvel organisme de décider de la nature des recherches à entreprendre à l'avenir, ce, en dépit du fait que ledit conseil, qui restait à constituer, ne pourrait pas avant quelque temps se prononcer sur une question aussi importante. Un bref rapport a été cité pour tenter de justifier cette décision¹². Depuis presque deux ans (ces événements se produisirent à la mi-1999), la recherche en bibliothéconomie et sciences de l'information telle qu'elle se pratiquait sous le précédent régime de financement est au point mort.

Re:source

Re:source fut officiellement créé le 1^{er} avril 2000. Un document sur le rôle de la recherche au sein de cet organisme a été publié en février 2001¹³. On y trouve la liste des actions considérées comme prioritaires. Toutes correspondent parfaitement à ce que l'on est en droit d'attendre d'un organisme de cette nature. La question n'est pas là. Le changement de cap fondamental par rapport au passé est énoncé dans une formule limpide : « *Notre stratégie de recherche est simple. La recherche est un outil stratégique destiné à nous donner les moyens de concrétiser les objectifs et les attendus indiqués dans le plan de travail annuel.* »

Les conséquences à tirer de ce document ne sont pas moins claires :
– seules seront désormais financées les recherches répondant au plan de travail de l'année en cours ;

8. <http://www.lic.gov.uk/research/index.html>

9. <http://www.lic.gov.uk/publications/policyreports/researchplan.html>

10. <http://www.lic.gov.uk/publications/researchreports/index.html>

11. Mel Collier, « Blue sky to green grass : the LIC's research strategy », *Information Services and Use*, 19 (2), 1999, p. 147-152.

12. J. Shepherd, « A Review of Research Priorities and Practice for the Museums, Libraries and Archives Council », <http://www.culture.gov.uk/heritage/index.html>

13. « The role of research in Re:source », Re:source, 13 février 2001, www.resource.gov.uk/reports/researchstrat.pdf

- la recherche cesse d'être considérée comme une activité profitable en soi ;
- l'annualité des plans de travail va inévitablement favoriser les recherches à court terme ;
- la recherche axée sur l'innovation et le développement de la bibliothéconomie et des sciences de l'information n'a plus lieu d'être ;
- les budgets de recherche de ce secteur serviront à appuyer le travail effectué par Re:source dans d'autres directions ;
- le maintien de la communauté de chercheurs en bibliothéconomie et sciences de l'information est menacé ;
- le rôle rempli jusqu'alors par la LIC, à la suite du BLRIC et du BLRDD, d'unification de la recherche dans ce domaine entre secteurs public et privé, universitaires et autres professionnels de l'information va être abandonné ;
- rien n'est prévu pour la diffusion des résultats de recherche au sein de Re:source.

Cette déclaration, est-il précisé, a été rédigée au terme de discussions approfondies avec la communauté des chercheurs, mais on ne nous dit pas comment ces rencontres ont été organisées ni comment le seront celles qui auront lieu à l'avenir. Aucune proposition n'y est avancée à propos du remplacement du comité consultatif pour la recherche qui fonctionnait à l'époque de la LIC, du BLRIC et du BLRDD, ni sur les moyens dont se dotera le conseil d'administration de Re:source pour solliciter des avis autorisés auprès de la communauté de chercheurs spécialistes de bibliothéconomie et de sciences de l'information, et définir en conséquence ses priorités et ses programmes.

Le plan de travail et le budget prévus pour Re:source en 2001-2002¹⁴ ne sont pas plus encourageants. La recherche, les appels d'offres pour la recherche, la budgétisation des recherches n'y sont mentionnés nulle

part. Il semble que les diverses divisions de cette nouvelle instance aient la possibilité de commanditer des recherches en les finançant sur un budget propre, mais uniquement dans la mesure où elles participent ainsi aux objectifs ou à la ligne politique générale de Re:source.

Le *Research Bulletin*, autrefois largement distribué aux chercheurs et aux professionnels du secteur BSI qui y trouvaient des informations sur les programmes et les résultats de recherche, a cessé de paraître.

De même, en 2001, Re:source a décidé de supprimer le fonds de recherche de la Bibliographie nationale, géré par la British Library puis par la LIC pour servir les intérêts de l'édition britannique ; or, cette caisse, confiée pour plus de sécurité à la gestion de l'État, avait au départ été constituée par les dotations conjointes de plusieurs organismes. Cette annulation d'un programme qui a donné lieu, à partir de décisions collectives, à des études à la qualité irréprochable et éminemment instructives augure mal de ce que réserve l'avenir.

Le bureau de recherche en sciences humaines et sociales

L'AHRB (bureau de recherche en sciences humaines et sociales), créé il y a près de trois ans, est chargé de répartir les budgets de recherche du secteur BSI dans les départements universitaires. Ces derniers étant désormais les seuls à pouvoir soumissionner aux appels d'offres, les ressources de l'AHRB ne vont plus aux professionnels de terrain, comme c'était le cas avec le BLRIC et le BLRDD, pas même à ceux qui travaillent au sein de l'université (les bibliothécaires par exemple). L'AHRB finance des recherches dans de nombreuses disciplines, dont le secteur BSI, inscrit pour la dernière fois à son budget en 1999-2000¹⁵, même si

l'honnêteté oblige à reconnaître que les sommes qui lui ont été accordées furent plus importantes qu'on ne pouvait l'espérer au vu du nombre de

L'AHRB finance des recherches dans de nombreuses disciplines, dont le secteur bibliothéconomie et sciences de l'information

chercheurs universitaires activement engagés dans ce domaine par rapport à l'ensemble des chercheurs toutes disciplines confondues. À l'occasion de plusieurs communications informelles, les responsables de l'AHRB ont clairement indiqué qu'il serait bienvenu que les chercheurs en BSI des universités leur adressent des propositions qualitativement plus exigeantes.

L'existence du bureau de recherche en sciences humaines et sociales sert parfois à justifier le changement instauré par Re:source dans la politique de soutien à la recherche. L'argument ne tient pas. Les professionnels qui pouvaient autrefois soumissionner auprès de la LIC, du BLRIC ou du BLRDD sont d'emblée écartés par l'AHRB. De plus, dans la mesure où les fonds autrefois mis à la disposition des chercheurs en BSI par la LIC, le BLRIC ou le BLRDD n'ont pas été transférés à l'AHRB, les budgets globalement alloués par cet organisme aux universités ont forcément diminué.

Autres sources de financement pour la recherche

Re:source et l'AHRB ne représentent pas les seules sources de financement du secteur BSI au Royaume-Uni. Tout au long des années quatre-vingt-

14. « Annual workplan and budget 2001-2002 », <http://www.resource.gov.uk/reports/plan2001.pdf>

15. « Annual report 1999-2000 », AHRB, s.d.

dix, le Comité de liaison des services d'information (Joint Information Services Committee), qui dépend du Conseil de financement de l'enseignement supérieur, a débloqué les crédits nécessaires à la mise en œuvre d'un ambitieux programme d'innovation intéressant les bibliothèques universitaires, le programme e-Lib¹⁶. En accélérant la réalisation de bibliothèques numériques dans l'enseignement supérieur, la mutation de grande ampleur ainsi introduite a eu un impact international. Si, officiellement, le programme e-Lib ne concerne pas la recherche mais uniquement le développement, il n'en reste pas moins qu'il a suscité des travaux de recherche remarquables.

Par ailleurs, au niveau de l'Union européenne, les chercheurs du Royaume-Uni se sont également distingués sur le plan de la télématique dans les programmes d'actions 3 à 5. Il demeure possible de trouver des financements *a priori* non ciblés sur le secteur BSI pour assurer la diffusion d'informations dans un domaine précis, par exemple la santé et les industries qui lui sont associées. Le secteur en pleine expansion de la communication électronique appliquée à l'enseignement, au commerce et à la politique fournit maintes opportunités de subvention à des projets portant sur la gestion des collections, l'interopérabilité, les normes et les métadonnées. En 1999, la British Library a renoué avec l'activité de recherche en instituant la Caisse de coopération et de partenariat (Cooperation and Partnership Fund), qui finance des projets de recherche et a lancé un certain nombre de projets prometteurs.

La recherche universitaire continue bien sûr de bénéficier des crédits dont dispose l'Université. Ici, la distribution des fonds de recherche est fonction des « Exercices d'évaluation de la recherche » (RAE : Research Assessment Exercise) effectués périodiquement. Les départements univer-

sitaires qui souhaitent se conformer à cette procédure sont jugés par un jury composé de membres du corps enseignant universitaire, en fonction de mesures de performance systématiquement appliquées. La note finale qu'ils obtiennent, dans un barème allant de 1 à 7, conditionne le montant des crédits de recherche qui leur seront attribués jusqu'à l'expiration de l'exercice en cours. La dernière procédure d'évaluation a eu lieu en 1996¹⁷, et la prochaine débutera en mars 2001.

Cette démarche réservée aux initiés travaillant dans l'enseignement supérieur est de la plus haute importance pour les universitaires chercheurs du Royaume-Uni, mais elle ne

Si, officiellement,
le programme e-Lib
ne concerne pas
la recherche
mais uniquement
le développement,
il n'en reste pas moins
qu'il a suscité
des travaux de recherche
remarquables

présente qu'un intérêt très relatif pour l'ensemble des chercheurs et des professionnels du secteur BSI. Le jury a beau faire preuve de souplesse et se montrer réceptif à la recherche appliquée et aux publications professionnelles, il est inévitable que sa volonté d'atteindre l'excellence en matière de recherche académique et son usage volontiers conservateur des indicateurs de performance l'amè-

nent à privilégier l'aspect théorique au détriment du travail « de terrain ».

Sa nature très composite rapproche le financement du secteur BSI, tel qu'il est organisé au Royaume-Uni, de la situation observée dans les pays où il existe également une communauté dynamique de chercheurs et de professionnels en bibliothéconomie et sciences de l'information. Les chercheurs qui ne manquent ni d'énergie ni d'imagination peuvent s'adresser à une multitude d'organismes susceptibles de subventionner leurs recherches, et leur démarche est souvent d'autant plus fructueuse qu'ils l'adossent à d'autres initiatives. Le BLRDD, puis le BLRIC et la LIC ont joué un rôle essentiel et à bien des égards unique en assurant simultanément le financement et l'organisation de la recherche dans toutes les branches du secteur BSI, aussi bien à l'intention des chercheurs que des professionnels de terrain, et selon des modalités de fonctionnement suffisamment détachées des préoccupations politiques pour garantir la cohérence, la continuité et le développement à long terme.

Les recherches fondées sur la pratique professionnelle

Le développement de la bibliothéconomie et des sciences de l'information à l'époque moderne, autrement dit depuis l'avènement de la technologie informatique, montre que ce sont les recherches fondées sur la pratique professionnelle et financées par le BLRDD qui ont eu les répercussions les plus profondes sur le développement des services et des métiers de ce secteur. On en a quelques exemples avec l'automatisation des bibliothèques réalisée au moyen de regroupements tels que le SWALCAP (South West Academic Libraries Co-operative Automation Project, ou Projet collectif d'automatisation des bibliothèques universitaires du Sud-Ouest) et le BLCMP (Birmingham Libraries Co-operative

16. <http://www.jisc.ac.uk/progs/index.html#elib>

17. J. Elkin et D. Law, « The 1996 Research Assessment Exercise : the Library and Information Management Panel », *Journal of Librarianship and Information Science*, 29 (3), 1997, p. 131-141.

Mechanisation Project, ou Projet collectif de mécanisation des bibliothèques de Birmingham), le programme de gestion documentaire appliqué à l'Institut universitaire de technologie de Hatfield (devenu depuis l'université du Hertfordshire), les réalisations en micro-informatique de l'Institut universitaire de technologie de Londres Centre (devenu l'université de Westminster), le travail très tôt engagé sur la bibliothèque numérique à l'université De Montfort, la recherche sur le catalogue collectif et la mise en réseau des bibliothèques mené à l'université de Bath sous l'autorité de l'UKOLN, l'Office du Royaume-Uni pour la mise en réseau des bibliothèques (UK Office for Library Networking).

Ces réussites ne doivent pas conduire à sous-estimer la recherche poursuivie par ailleurs dans les laboratoires universitaires. Ainsi, la recherche documentaire, l'activité du secteur BSI qui s'apparente le plus à la recherche proprement dite, a toujours été florissante dans les universités britanniques et son influence est aujourd'hui nettement perceptible sur l'Internet. En règle générale, cependant, c'est la capacité à produire des analyses et des commentaires respectant les règles de la rigueur objective qui caractérise la recherche de type universitaire. Ses praticiens n'ont ni les ressources, ni le pouvoir ni, parfois, l'expérience de terrain qui leur permettraient de s'imposer en agents du changement.

Faute de ces recherches fondées sur la pratique, qui bénéficiaient au-

trefois d'un soutien effectif, Re:source ne sera pas en mesure de tenir les engagements d'ores et déjà pris quant à la mise en réseau des bibliothèques publiques, à la numérisation et au domaine par excellence hybride de l'interopérabilité. L'expérience et le savoir qui ont permis ces développements ne sont pas issus des décisions politiques et des planifications décidées par les gouvernements successifs, mais de la réflexion stratégique de personnes investies dans les métiers et les services de la bibliothéconomie et des sciences de l'information. On ne saurait donc que recommander à Re:source de soigneusement peser sa politique, au risque de voir rapidement disparaître ces atouts de premier plan.

Pour une avancée constructive

Re:source sort à peine d'une phase de réexamen intense et nul ne songe à nier que sa tâche est très lourde. Ce n'est toutefois ni une excuse ni une raison pour renoncer à des procédures et des structures qui ont placé le Royaume-Uni au tout premier plan du secteur BSI, ou pour perdre de vue les éléments de détail du grand œuvre qu'on se propose de réaliser. Re:source a hérité du BLRDD, du BLRIC et de la LIC, outre une responsabilité historique à l'égard de la recherche en bibliothéconomie et sciences de l'information, les financements dont elle bénéficiait jusqu'alors. Puisque sa ligne politique

n'est pas complètement arrêtée, il n'est sans doute pas trop tard pour faire en sorte que les réussites du passé trouvent à se prolonger dans l'avenir. C'est donc au titre d'avancée constructive que nous proposons de procéder sans plus attendre aux actions énumérées ci-après :

- Re:source doit reconsidérer sa stratégie de recherche de façon à garantir la poursuite des recherches fondées sur la pratique dans toutes les branches du secteur BSI ;
- les programmes de recherche de Re:source doivent être conçus en fonction d'horizons à plus long terme que les plans de travail annuels ;
- Re:source doit mettre en place des procédures consultatives transparentes, garantant d'un traitement correct de la recherche en bibliothéconomie et sciences de l'information ;
- Re:source doit faire clairement état du budget affecté à la recherche dans le secteur BSI et de sa répartition.

Une réponse sur ces différents points contribuerait à dissiper l'inquiétude qui s'est emparée des professionnels du secteur BSI¹⁸, et à leur fournir l'assurance que l'excellence historique de la recherche menée dans leur spécialité et l'essor qu'elle a connu au Royaume-Uni ne sont pas menacés.

Avril 2001

¹⁸. « LIS has lost out », *Library Association Record*, 103 (3), mars 2001, p. 32.